

études. C'est l'homme au discours censuré de Berlin. Il y avait là encore Lempicki, ancien député de Pietrokow à la Douma, rejeté par ses collègues du Kolo de Petrograd, resté en Pologne après l'occupation, esprit d'un équilibre incertain, livré à des troubles nerveux depuis qu'il a été menacé de mort, comme ingénieur, par des ouvriers révolutionnaires. Lempicki avait fondé une ligue pour l'État polonais qui semblait n'avoir d'autre but que de faciliter son œuvre au Gouvernement allemand. Or, quand il comparut, au retour de son voyage, et qu'il dut en faire le récit, Lempicki fut si bien désavoué qu'il fut obligé de donner sa démission de la ligue qu'il avait lui-même formée.

Ces ambassadeurs rapportaient, en effet, la nouvelle de la prochaine déclaration qui parut le 6 novembre. Cette proclamation d'un nouveau régime civil fut uniquement un acte militaire. Berlin voulait une armée polonaise; il pensait ne la pouvoir lever qu'au nom d'un gouvernement polonais. Il donna donc à la Pologne, sous le nom d'autonomie, un gouvernement qui était chargé d'ouvrir des bureaux de recrutement. Ce fut un échec, sans réserves. Peut-être y eut-il quelque élan, et même belliqueux, à la proclamation, le 6 novembre. Mais, peu de jours après, fut annoncée au peuple la formule du serment que les recrues devaient prêter à l'empereur Guillaume. Sur quoi on attendit les volontaires. A Varsovie, ville de près d'un million d'âmes, il en vint quarante-six le premier jour, dont quarante-deux « auxiliaires ». La proportion s'est maintenue